



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale des territoires

AP n° 2020-MD-156-IC

**ARRETE PREFECTORAL de MISE EN DEMEURE
pris à l'encontre de la société SUN DESHY
concernant le respect de prescriptions pour son exploitation située sur
la commune de Francheville**

**Le préfet de la Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu

- le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013-A-70-IC du 5 juillet 2013 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2017-APC-53-IC du 23 mai 2017 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018-APC-29-IC du 14 mars 2018 ;
- les constats relevés lors de la visite du 9 septembre 2020 ;
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} octobre 2020.

Considérant

- que la société SUN DESHY exploite sur le territoire de la commune de Francheville (51 240), une installation classée pour la protection de l'environnement soumise au régime de l'autorisation au titre de plusieurs rubriques de la nomenclature des installations classées ;
- que lors de la visite d'inspection du 9 septembre 2020, l'inspection des installations classées a constaté qu'un stockage de balles de luzerne était présent dans le hangar n° 2, non autorisé à stocker ce type de produit ;
- que la société SUN DESHY a ainsi contrevenu aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mai 2017 ;
- que lors de la visite d'inspection du 9 septembre 2020, l'inspection des installations classées a relevé des dépassements récurrents de la concentration en poussières dans les cheminées de l'usine ;
- que la société SUN DESHY a ainsi contrevenu aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 mars 2018 ;
- que ces manquements sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement en particulier la sécurité ;
- qu'il y a lieu de contraindre la société SUN DESHY à satisfaire aux exigences des dispositions réglementaires auxquelles elle est soumise ;

Sur proposition de Mme la Directrice départementale des territoires de la Marne

ARRETE

Article 1^{er} :

La société SUN DESHY, dont le siège social est situé Route de Pogny à Francheville (51 240), est mise en demeure pour les installations qu'elle exploite à la même adresse, de respecter les prescriptions suivantes :

- article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mai 2017 :
"L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :
 - *de l'usine comportant 3 fours de déshydratation ;*
 - *de 2 ateliers dont l'un est destiné à l'entretien des moyens de manutention et des engins agricoles ;*

- de l'atelier de fabrication du RUMILUZ ;
- de l'unité de séchage basse température ;
- de deux silos plats pour le stockage vrac des granulés ;
- de cinq hangars de stockage en balles de RUMILUZ ;
- de deux aires de stockage pour le charbon et ou la biomasse ;
- d'un bâtiment abritant les bureaux."

Article 2 - Délai

Les prescriptions de l'article 1^{er} du présent arrêté sont à respecter avant le 31 mars 2021.

Article 3 :

L'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 mars 2018 pour ce qui concerne la valeur limite de concentration en poussières à la sortie des cheminées, à savoir 200 mg/Nm³, est à respecter avant le 30 avril 2021.

Article 4 - Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, si, à l'expiration des délais fixés pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, l'autorité administrative compétente peut :

- obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux ou opérations à réaliser ;
- faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites ;
- suspendre par arrêté le fonctionnement des installations, jusqu'à exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;
- ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

Article 5 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 – Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, madame la Directrice départementale des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi que le maire de la commune de Francheville qui en donnera communication à son conseil municipal.

Une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Notification en sera faite sous pli recommandé à la société SUN DESHY – route de Pogny - 51240 Francheville.

Châlons-en-Champagne, le **4 NOV 2020**

**Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général**

Denis GAUDIN

Voeux de recours :

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr.